

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 20/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARKEMA

ZI des Prés-Roseaux
BP 13
60870 Villers-Saint-Paul

Références : IC-R/009/25-SD/SL
Code AIOT : 0005101668

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2024 dans l'établissement ARKEMA implanté ZI des Prés Roseaux BP 90013 RIEUX CEDEX 60870 Villers-Saint-Paul. L'inspection a été annoncée le 13/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA
- ZI des Prés Roseaux BP 90013 RIEUX CEDEX 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005101668
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement ARKEMA à Villers-Saint-Paul a pour cœur de métier la production de résines photoréticulables destinées aux marchés des revêtements (résines et peintures).

Le site produit également des résines acrylates, méthacrylates et des polymères de spécialité qui entrent dans la fabrication de composants électroniques, de la fibre optique, de revêtements industriels, de produits d'étanchéité, de produits à base de caoutchouc et d'adhésifs, des arts graphiques.

L'établissement est classé Seveso Seuil Haut. Ses activités sont autorisées par arrêté préfectoral du 30/03/2007.

Cet arrêté a été complété par l'arrêté du 21/10/2008 pour les synthèses de résines de revêtement du secteur « Coatings ». Ces activités, arrêtées en juin 2016, font l'objet d'une procédure de cessation d'activités en cours.

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également les sociétés Chemours (Seveso Seuil Bas), DOW (Seveso Seuil Bas), IWT (Autorisation) et VSPU (Autorisation).

Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	1) Application démarche PM2I (rés. LI)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
11	11) Examen d'un dossier de réservoir – Etat initial	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	2) Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
3	3) Organisation de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Sans objet
4	4) Docs Qualité (et Lien PM2I – SGS pour les SSH)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Sans objet
5	5) Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Sans objet
6	6) Modalités de	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	suivi des réservoirs	article 4-3	
7	7) Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
8	8) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
9	9) Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
10	10) Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
12	12) Examen d'un dossier d'ouvrage GC– Rapports de contrôle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
13	13) Examen d'un dossier de tuyauterie – Rapports de contrôle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions contrôlées sont conformes ou nécessitent des précisions ou des compléments d'informations qui ont été formalisées au sein de différentes observations.

Toutefois, l'exploitant dans sa démarche de suivi des équipements soumis au vieillissement (PM2I) a omis d'intégrer des réservoirs contenant des produits inflammables.

L'inspection propose donc de mettre en demeure la société ARKEMA afin que cette dernière intègre ces équipements dans sa démarche de PM2I et réalise les contrôles ad hoc sous un mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1) Application démarche PM2I (rés. LI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I réservoirs de LI

Prescription contrôlée :

I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :

1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ;

2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.

Constats :

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique 4331. Donc, l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié s'applique à l'établissement ARKEMA à Villers-Saint-Paul. L'exploitant n'a pas identifié d'équipement concerné par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.

Toutefois, le jour de l'inspection, il a été décelé que des réservoirs étaient concernés par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 et notamment les stockeurs référencés ST1521 et ST1522 qui contiennent 100 m³ de produits inflammables et le stockeur ST3524 qui contient 60 m³ de produits inflammables.

Non conformité n°1 : L'exploitant n'a pas réalisé un recensement complet des équipements de son site pouvant être concerné par le suivi lié au vieillissement et notamment des réservoirs référencés ST1521 et ST1522 qui contiennent 100 m³ de produits inflammables et le stockeur ST3524 qui contient 60 m³ de produits inflammables.

A ces réservoirs, l'exploitant confirmera le fait que d'autres réservoirs comme les ST1541 et ST1542, ST2541 à -43 et ST2545 à -47 et ST3541 à -44 ne sont pas concernés par un suivi lié au vieillissement au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition n°1 : Il est proposé à monsieur le préfet de l'Oise de mettre en demeure l'exploitant de communiquer sous 1 mois à l'inspection des installations classées un recensement complet des équipements pouvant être concernés par le suivi lié au vieillissement, incluant notamment les réservoirs référencés ST1521 et ST1522 qui contiennent 100 m³ de produits inflammables et le stockeur ST3524 qui contient 60 m³ de produits inflammables.

Demande de justificatif n°1 : L'exploitant transmettra les informations concernant la nature des produits stockés et le volume équivalent et devra statuer sur le fait que les réservoirs les ST1541 et ST1542, ST2541 à -43 et ST2545 à -47 et ST3541 à -44 sont concernés par le suivi lié au vieillissement au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : 2) Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I hors réservoirs de LI
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : La société ARKEMA est soumise à autorisation pour 17 rubriques ICPE (toutes hors rubriques 2101 et 3660). L'établissement étant soumis à autorisation pour au moins une rubrique ICPE (en dehors des rubriques ICPE 2101 et 3660), l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié s'applique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3) Organisation de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Orga exploitant suivi PM2I
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : - supérieure à 10 m ³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m ³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m ³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.
Constats : La société ARKEMA à Villers-Saint-Paul a rédigé une procédure afin de gérer la mise en œuvre de la démarche du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I). Cette procédure référencée INSP 104 P rév 3 est intitulée "procédure de suivi des installations et des équipements soumis à vérifications périodiques".

<p>Cette procédure a pour objet de décrire la manière dont sont réalisés tous les suivis liés à la réglementation ainsi que ceux liés à l'intégrité mécanique et notamment les équipements sous pression et le PM2I.</p> <p>Cette procédure définit notamment la réglementation applicable, le type d'équipements concernés sur le site de Villers-Saint-Paul ainsi qu'un tableau récapitulatif des équipements soumis au PM2I.</p> <p>Ce tableau précise par catégorie d'équipement la périodicité des inspections et qui est en charge de cette dernière.</p> <p>La procédure décrit les documents associés à chaque équipement soumis au PM2I du site.</p> <p>La procédure précise également le processus de validation après inspection des équipements soumis au PM2I. Ainsi, après chaque inspection quinquennale ou décennale d'un stockeur ou des tuyauteries la société ARKEMA statue sur le maintien en service ou non de l'équipement concerné.</p> <p>Le document de compte rendu d'inspection INSP 047 est complété et signé par les services concernés par cette décision à savoir : les services techniques, l'inspection, la production et le service HSE.</p> <p>Le jour de l'inspection l'exploitant a précisé que le recensement avait été réalisé il y a quelques années par le service inspection et le service HSE en interne.</p> <p>Le recensement est régulièrement mis à jour selon le processus de gestion des modifications. En cas de modification d'une fiche de données de sécurité, cette dernière est prise en compte pour établir un nouveau classement éventuel.</p> <p>L'exploitant a également précisé, comme décrit au sein de la procédure INSP 047, que les visites de routine sur les réservoirs ainsi que les inspections des cuvettes et massifs étaient réalisées en interne par le service inspection. Les autres inspections sont réalisées par un organisme habilité (OH).</p> <p>Le taux de réalisation des inspections est suivi dans des tableaux de bord qui sont présentés lors des revues de direction.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : 4) Docs Qualité (et Lien PM2I – SGS pour les SSH)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Docs Qualité (+ Lien PM2I-SGS pour les SSH)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme décrit pour le point de contrôle précédent, l'exploitant a rédigé une procédure afin de gérer la mise en œuvre de la démarche du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I) sur le site de Villers-Saint-Paul.</p>

<p>Cette procédure référencée INSP 104 P rév 3 présente l'organisation de la gestion du PM2I. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter le lien entre cette procédure existante et le système de gestion de la sécurité (SGS) du site. Le SGS au sein du paragraphe 4.3.3 "contrôle des installations et équipements" fait référence à la réglementation et au suivi des équipements du site soumis au PM2I sans toutefois faire référence à la procédure INSP 104. A posteriori de la visite d'inspection de la DREAL, l'exploitant a mis à jour le 6 décembre 2024, le SGS afin d'intégrer précisément au paragraphe 4.3.3 le lien avec la procédure sus-citée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : 5) Recensement des équipements soumis au PM2I

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PM2I – Réservoirs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.
<p>Constats :</p> <p>Comme décrit dans les points de contrôle précédents le recensement des équipements concernés par le PM2I (hors LI) a été réalisé en interne par les services inspection et HSE. Ce recensement est régulièrement mis à jour lors des changements sur le FDS ou des modifications des installations.</p> <p>Le recensement est géré au sein d'un tableur et de l'outil SAP.</p> <p>Le jour de l'inspection il n'a pas été mis en évidence l'oubli d'un équipement pouvant être soumis au PM2I selon cette prescription. Toutefois il est nécessaire de préciser la nature et les mentions de danger des substances stockées dans les réservoirs.</p> <p>En effet, le tableur indique à plusieurs reprises le stockage de "MFA" dans les différents réservoirs alors qu'il existe plusieurs types de « MFA ». Ces substances correspondent à des produits désignés par ARKEMA comme SRXXXX avec des mentions de danger différentes.</p> <p>Ces mentions de danger sont bien prises en compte pour le recensement des équipements pour le PM2I le cas échéant. L'exploitant a indiqué que si un réservoir pouvait contenir différents produits avec des mentions de danger différentes, c'est la mention la plus contraignante qui était retenue.</p> <p>Ainsi 14 cuves ou réservoirs sont suivis au titre du PM2I selon les prescriptions de cet article.</p> <p>Suite à l'évolution de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 (art. 2-1), le suivi au titre du PMII est rendu applicable aux réservoirs de déchets liquides. Conformément à l'échéancier en annexe I de cet arrêté ministériel, l'exploitant devra réaliser ce recensement avant la fin de l'année 2024. Le jour de l'inspection les réservoirs ST2842 et ST3842 ont été identifiés comme étant potentiellement concernés.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation n°1 : L'exploitant précisera au sein de son document de recensement des équipements soumis au PM2I les substances précises stockées et leurs mentions de danger.</p> <p>Observation n°2 : L'exploitant intégrera dans son document de recensement des équipements soumis au PM2I les réservoirs de déchets liquides. Pour ces réservoirs, l'exploitant veillera à respecter les échéances fixées par l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié pour la rédaction des plans d'inspection et la réalisation des premiers contrôles requis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : 6) Modalités de suivi des réservoirs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des réservoirs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ; - à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. - pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).
<p>Constats :</p> <p>Pour les modalités de suivi des réservoirs soumis à suivi PM2I, l'exploitant précise au sein de la procédure INSP 104 P :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tous les ans : une visite de routine ; • tous les 5 ans : une visite externe détaillée ; • tous les 10 ans : une visite hors exploitation détaillée. <p>Le suivi du respect de ces échéances est réalisé au travers de l'application SAP. Le service inspection réalise une extraction annuelle afin de planifier les visites d'inspection détaillée pendant les arrêts de production.</p> <p>Le suivi des échéances de contrôle a été transmis à l'inspection en amont de la visite. Ce document ne présente pas de retard dans la planification et la réalisation des différentes visites à réaliser sur les équipements.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : 7) Recensement des équipements soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PM2I – Tuyauteries et capacités
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables : 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m ³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m ³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement. Sont exclus du champ d'application de cet article : - les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et - les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et - les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)
Constats : Comme pour les réservoirs le recensement a été réalisé en interne par la société ARKEMA et plus particulièrement par les services inspection et HSE. <u>Pour les capacités :</u> De nombreuses capacités ne sont pas intégrées dans le suivi PM2I du fait qu'elles soient suivies au titre des équipements sous pression (ESP). Pour les capacités non suivies au titre des ESP, l'exploitant a précisé dans son recensement que ces dernières n'étaient pas susceptibles de générer un risque environnemental important en cas de perte de confinement liée au vieillissement. Dans ce cas précis, il convient que la rétention associée qui permet de supprimer le risque environnemental important en cas de perte de confinement soit suivie au titre du PM2I.

<p>Pour les tuyauteries :</p> <p>L'exploitant a identifié deux tuyauteries concernées par le suivi PM2I. Ce sont les tuyauteries d'acide acrylique et d'heptane.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation n°3 : L'exploitant réalisera un suivi des rétentions des capacités du site qui ne sont pas suivies au titre du PM2I (par application du critère d'exclusion au titre d'absence de risque environnemental).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : 8) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des tuyauteries et capacités</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme pour les réservoirs, les modalités de suivi des tuyauteries soumises à suivi PM2I, sont précisées au sein de la procédure INSP 104 P :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tous les 60 mois : pour les tuyauteries de solvants ; • tous les 108 mois : pour les tuyauteries d'acide acrylique. <p>Les inspections sont réalisées exclusivement par un OH pour ce domaine.</p> <p>Le suivi du respect de ces échéances est réalisé au travers de l'application SAP. Le service inspection réalise une extraction annuelle afin de planifier les visites d'inspection détaillée pendant les arrêts de production.</p> <p>Le suivi des échéances de contrôle a été transmis à l'inspection en amont de la visite. Ce document ne présente pas de retard dans la planification et la réalisation des différentes visites à réaliser sur les équipements.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : 9) Recensement des équipements soumis au PM2I

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PM2I – Massifs et cuvettes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des

réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et

- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

Constats :

Dans son fichier des équipements soumis à suivi PM2I, l'exploitant a recensé :

- 10 rétentions dont celles liées aux réservoirs recensés dans les points de contrôle précédent ;
- 6 ponts de tuyauteries, qui supportent les tuyauteries recensées dans le point de contrôle précédent.

L'équipe d'inspection n'a pas vérifié l'exhaustivité du recensement des équipements à suivre au titre de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié, en particulier pour les ponts de tuyauteries.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : 10) Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des ouvrages de GC soumis à PM2I

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ;
- (...).

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

Constats :

Comme pour les autres équipements, les modalités de suivi des cuvettes, des massifs et des points de tuyauteries soumis à suivi PM2I, sont précisées au sein de la procédure INSP 104 P :

- tous les 12 mois : pour les cuvettes et massifs ;
- tous les 144 mois : pour les ponts de tuyauteries.

Les inspections sont réalisées exclusivement par ARKEMA pour ce domaine.

La société ARKEMA a, selon la procédure INSP 104 P, souhaité fixer la périodicité des inspections des cuvettes et massifs à 12 mois ce qui correspond à la périodicité la plus stricte des catégories possibles I ou II (respectivement une périodicité de 5 ans ou 1 an).

Le suivi du respect de ces échéances est réalisé au travers de l'application SAP. Le service inspection réalise une extraction annuelle afin de planifier les visites d'inspection détaillée pendant les arrêts de production.

Le suivi des échéances de contrôle a été transmis à l'inspection en amont de la visite. Ce document ne présente pas de retard dans la planification et la réalisation des différentes visites à réaliser sur les équipements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : 11) Examen d'un dossier de réservoir – Etat initial

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3

Thème(s) : Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (réservoir soumis)

Prescription contrôlée :

4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)

Constats :

Au cours de la visite, l'équipe d'inspection a contrôlé par sondage le contenu des dossiers d'équipements soumis à suivi PM2I.

A ce titre, les inspecteurs ont demandé à consulter les derniers rapports de contrôle associés :

- au réservoir T9 ;
- à la rétention du réservoir T9 ;
- à la tuyauterie d'acide acrylique.

La suite du présent point de contrôle porte sur le suivi du réservoir T9 de MFA (1,6-Hexanediol).

Concernant le réservoir T9, le jour de l'inspection, le dernier compte-rendu de visite de routine présenté était celui du 30/11/2023.

Ce dernier fait apparaître des constatations sur l'équipement qui nécessitent des actions correctives. Ce même rapport précise que ces remarques sont identiques à celles relevées au sein

du rapport de l'année précédente.

Le rapport de routine ne conclut pas à la poursuite de l'exploitation de l'équipement.

L'exploitant a transmis par courriel à la DREAL après la visite d'inspection le rapport de routine du 14/11/2024. Ce dernier fait apparaître des travaux de rénovation effectués en 2024 qui permettent de lever des actions correctives. Toutefois, il persiste des actions correctives à mener concernant notamment le serrage et le graissage des ancrages.

La dernière visite Hors Exploitation Détaillée (HED) et la dernière visite Externe Détaillée (ED) du réservoir T9 a été réalisée les 28 et 29 septembre 2020.

Les contrôles ont consisté en :

- un contrôle visuel ;
- des mesures d'épaisseurs ;
- un contrôle des soudures ;
- un contrôle de la géométrie.

Le contrôle de la géométrie indique des résultats satisfaisants alors que les mesures montrent une non-conformité.

La conclusion du rapport indique que l'exploitant doit statuer sur la continuité de l'exploitation de l'équipement suite à ce contrôle. Le jour de l'inspection l'exploitant n'avait pas d'élément à communiquer concernant les suites à donner vis à vis de ce rapport d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif n°2 : L'exploitant transmettra les informations sur la valeur retenue de 8 mm concernant l'épaisseur minimum des tôles de fond du réservoir T9 (cf plan d'inspection stockeur T9 référence INSP 090 PI rév 1.0). L'exploitant précisera également comment l'incertitude liée à la mesure par ultrasons est prise en compte pour juger la conformité des épaisseurs mesurées.

Observation n° 4 : L'exploitant réalisera un suivi des actions à mener relevées lors des visites d'inspection des équipements dans le cadre du PMII.

Observation n°5 :Le rapport de la dernière inspection Hors Exploitation Détaillée du réservoir T9 réalisée en 2020 fait apparaître une valeur d'inclinaison visiblement aberrante pour la génératrice à 90°. Cette erreur n'avait pas été relevée par les agents du site de Villers-Saint-Paul. L'exploitant s'organisera afin de réaliser systématiquement une lecture détaillée des rapports d'inspection établis par des sociétés de contrôle et y déceler les incohérences des conclusions au regard des mesures réalisées.

Observation n°6 : L'exploitant statuera de façon formalisée suite aux rapports d'inspection réalisés par un OH afin de savoir si l'équipement peut continuer à être exploité après le contrôle et les éventuelles observations relevées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : 12) Examen d'un dossier d'ouvrage GC– Rapports de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (rétention)

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ;
- (...).

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

Constats :

Pour ce point de contrôle, l'équipe d'inspection a examiné par sondage certains documents figurant dans le dossier de la rétention associée au réservoir T9.

Cette rétention comporte le réservoir T9 de 100 m³, qui est suivi au titre du PM2I et qui contient du MFA (1,6-Hexanediol) possédant notamment la mention de danger H400 (écotoxique).

L'ouvrage est donc de catégorie I au sens du § 3.2 du guide DT 92. Par application du § 7.1.3 du même guide, cette rétention devrait faire l'objet de visites de surveillance avec une périodicité de 5 ans.

Comme vu dans le point de contrôle n°10, l'exploitant a fait le choix de réaliser des visites de surveillance des cuvettes et massifs tous les 12 mois. Cette décision est reprise au sein du paragraphe 6 "périodicité de contrôle" du dossier de surveillance de la cuvette de rétention 158-B1-T9 qui précise que " cette cuvette est classée en catégorie I, la périodicité définie dans le DT92 est de 60 mois. Par contre Arkema a fixé la fréquence des visites à 12 mois ".

L'exploitant a communiqué après la visite d'inspection la fiche de surveillance de la cuvette de rétention du réservoir T9 du 13/11/2024. Le précédent contrôle ayant été réalisé le 1er décembre 2023, la rétention du réservoir T9 n'était pas en retard d'échéance de contrôle au titre du PM2I au jour de la présente visite DREAL. Le rapport de contrôle du 13/11/2024 relève plusieurs défauts de niveau D1 (au sens du § 6.3 du guide DT 92). Le § 7.8 du guide DT 92 n'impose pas de délai pour lever les défauts de niveau D1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°7 : L'exploitant contrôlera les documents relatifs aux massifs et aux cuvettes et notamment celui de la cuvette de rétention 158-B1-T9 afin de mettre à jour la catégorie des ouvrages comme dans le cas " catégorie II " au paragraphe 10.1.1.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : 13) Examen d'un dossier de tuyauterie – Rapports de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (tuyauterie)

Prescription contrôlée :

(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)

Constats :

L'équipe d'inspection a examiné par sondage certains documents associés à la tuyauterie d'acide acrylique.

Selon la procédure INSP 104 P de l'exploitant, cette tuyauterie est classée en classe 2 avec une périodicité d'inspection par un OH de 108 mois. La dernière inspection sur cette tuyauterie a été réalisée le 22 juin 2016. Des mesures d'épaisseurs ont été réalisées et ne relèvent pas d'anomalie. Le plan d'inspection de la tuyauterie d'acide acrylique référencé INSP 015 PI précise au paragraphe 4 que les mesures d'épaisseurs incluent également un contrôle visuel. Toutefois, les rapports de l'OH ne décrivent pas les résultats de ce contrôle visuel. Ainsi, l'exploitant a contacté par courriel l'OH en 2017 afin de confirmer que le contrôle visuel avait été effectué et que ce dernier n'avait pas permis de détecter de problème.

Pour cet équipement l'exploitant a rédigé un compte rendu d'inspection PMII qui intègre notamment les rapports d'inspection de l'OH. Ce rapport permet de synthétiser les actions à prévoir le cas échéant et de conclure notamment sur le maintien en exploitation de l'équipement. Pour la tuyauterie d'acide acrylique contrôlée en 2016 les conclusions précisaient qu'aucune dégradation ou anomalie n'avait été constatée et que la périodicité de 108 mois pouvait être conservée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°8 : S'agissant de contrôles effectivement réalisés dans les faits, l'exploitant est invité à mentionner formellement les contrôles visuels dans le plan d'inspection de la tuyauterie d'acide acrylique.

Type de suites proposées : Sans suite